

Conseil fédéral - Communication
Département fédéral des finances DFF
Secrétariat d'État aux questions financières internationales SFI
Bundesgasse 3
3003 Bern
info@sif.admin.ch

Par courriel, en version WORD et PDF:

vernehmlassungen@sif.admin.ch

A l'attention de Mme Patricia Matthews-Steck
et Mme Béatrice Graf

Zurich/Genève, le 27 novembre 2023

Prise de position de SwissFoundations, l'association des fondations donatrices suisses, sur l'avant-projet de loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques (Loi sur la transparence des personnes morales, LTPM)

Mesdames,

Fondée en 2001, SwissFoundations, l'association des fondations donatrices suisses, compte aujourd'hui 220 membres qui représentent plus d'un tiers de toutes les donations annuelles des fondations en Suisse. Nos membres investissent chaque année plus de CHF 1 milliard dans des projets et initiatives d'utilité publique en Suisse et à l'étranger.

Suite à la séance d'information concernant l'esquisse d'acte normatif « Ayant droit économiques des personnes morales » du 1^{er} février 2023 avec vos services et la possibilité qui nous a été accordées de vous soumettre notre Prise de position datée du 28 février 2023, nous avons l'avantage de vous transmettre par la présente une deuxième Prise de position sur ce thème.

En effet, le Conseil fédéral a mis en consultation, le 30 août 2023, **jusqu'au 29 novembre 2023**, un avant-projet de loi fédérale visant à améliorer la lutte contre le blanchiment, notamment avec l'introduction d'un registre fédéral des ayants droit économiques (LTPM) et notre association souhaite, avec cette deuxième Prise de position, faire valoir son point de vue par rapport à cet avant-projet.¹

¹ Communiqué de presse du Conseil fédéral du 30 août 2023 sur l'ouverture d'une consultation sur un avant-projet de loi visant à améliorer la lutte contre le blanchiment d'argent : <https://www.ad-min.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-97561.html>

Chronologie

- Lors de sa séance du 12 octobre 2022, le Conseil fédéral a chargé le Département fédéral des finances (DFF) d'élaborer, d'ici au deuxième trimestre 2023, un projet de loi visant à accroître la transparence et à faciliter l'identification des ayants droit économiques des personnes morales.
- Le 1er février 2023, le Secrétariat d'État aux questions financières internationales (SFI) a invité des associations et des organisations à une séance d'information sur l'esquisse d'acte normatif "Ayants droit économiques de personnes morales".
- Le SFI a remis aux personnes invitées à la séance d'information susmentionnée un document intitulé "Registre central des ayants droit économiques et autres mesures de transparence", dans lequel il a expliqué comment se présentait la mise en œuvre prévue du projet de loi visant à accroître la transparence et à faciliter l'identification des ayants droit économiques des personnes morales.
- Le 28 février 2023, SwissFoundations a adressé au SFI du DFF sa Prise de position relative au document « Registre central des ayants droit économiques et autres mesures de transparence ».
- Le 30 août 2023, le Conseil fédéral a mis en consultation jusqu'au 29 novembre 2023, l'avant-projet de loi visant à améliorer la lutte contre le blanchiment, notamment en créant un registre fédéral des ayants droit économiques (LTPM), accompagné de son rapport explicatif et de divers autres documents. Le Conseil fédéral soumettra le Message correspondant au Parlement en 2024.

Ce que prévoit l'avant-projet de loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques (LTPM) pour les fondations classiques suisses

L'avant-projet de loi² (accompagné de son rapport explicatif)³ prévoit, pour les associations et les fondations, des règles spéciales pour leur inscription au registre ainsi qu'une procédure d'annonce simplifiée (art. 5, 8 et 21 LTPM). En ce qui concerne les fondations, deux cas de figure distincts sont envisagés :

1. La fondation n'est effectivement contrôlée par aucune personne individuelle ;
2. La fondation a des personnes exerçant un contrôle effectif sur les décisions de celle-ci.

Dans le premier cas, est réputé ayant droit économique « le membre le plus haut placé de son organe de direction, soit en règle générale le président du conseil de fondation si celui-ci est prévu par l'acte de fondation. La plus grande partie des fondations devra donc se limiter à identifier le président de son organe suprême, sans devoir prendre d'autres mesures de vérification ou de documentation et pourra simplement confirmer au registre du commerce que l'identité de cette personne peut être transmise au registre des ayants droit économiques en vue de son inscription ».

Il ne sera pas nécessaire de « vérifier l'identité de cette personne ou de la consigner, l'avoir identifiée suffit, car le président est en principe déjà identifié lors de son élection ou de sa désignation avant d'être inscrit au registre du commerce ».⁴

² <https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/82296.pdf>

³ <https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/82298.pdf>

⁴ Rapport explicatif p. 66

La procédure est dite simplifiée en ce sens que la fondation devra uniquement « confirmer ce fait à l'office cantonal du registre du commerce lors de son inscription au registre du commerce » qui transmettra ces informations au registre (des ayants droit économiques) pour inscription (art. 21 LTPM.)

Dans le deuxième cas, un fondateur pourrait devoir s'identifier s'il « exerce une influence décisive sur les décisions de la fondation en matière de distribution », les bénéficiaires « si l'acte de fondation les désigne de manière personnelle ou d'une manière qui permet de les identifier de manière déterminable (et non par catégorie) et leur donne un droit aux distributions » ou toute autre personne « qui exerce un contrôle effectif sur les distributions de la fondation ». Dans ce cas, la fondation devra vérifier l'identité de ces personnes et les consigner. Elle devra également les annoncer directement au registre des ayants droit économiques.⁵

Dans les deux cas, l'annonce doit être effectuée dans un délai d'un mois à compter de l'inscription de l'entité au registre du commerce (art. 18 al. 4 LTPM).

Il est précisé en outre que les personnes identifiées selon la LTPM ne sont pas forcément similaires à celles indiquées sur les formulaires K (fondations ayant une activité opérationnelle) ou S (autres fondations) selon la Loi fédérale sur le blanchiment d'argent (LBA).

Les arguments avancés par SwissFoundations dans sa première Prise de position du 28 février 2023

Dans sa Prise de position du 28 février 2023, SwissFoundations a mis en avant les éléments suivants justifiant une exclusion des fondations classiques du champ d'application de la loi :

1. Les fondations classiques répondent déjà aux exigences de transparence du GAFI tel que cela a été rappelé par le Conseil fédéral dans son Message concernant la modification de la loi sur le blanchiment d'argent, loi qui n'a pas introduit de nouvelles dispositions lors de sa révision depuis lors.⁶
2. Les fondations classiques de droit suisse ont des particularités propres qui ne justifient pas leur inscription dans un registre des ayants droit économiques. En particulier, elles n'ont pas de propriétaires ni de membres comme dans une association et s'appartiennent à elles-mêmes. Elles poursuivent des buts d'utilité publique en faveur de bénéficiaires et partant agissent en faveur de la collectivité. Leur patrimoine leur appartient exclusivement et irrévocablement et n'est la propriété ni du fondateur, ni des membres du conseil de fondation, ni des bénéficiaires. Le fondateur ne peut ni révoquer la fondation, ni obtenir d'une autre manière un retour des fonds à son profit.
3. Les fondations classiques suisses doivent déjà être inscrites, en vertu de la loi, au registre du commerce.
4. Les fondations suisses classiques ne ressemblent pas aux trusts. Les fondateurs, les bénéficiaires et les membres de l'organe suprême de la fondation ne sont pas des ayants droit économiques et ne doivent donc pas être inscrits dans le registre. Ceci a été relevé par la recommandation 24 du GAFI en 2022.⁷

⁵ art. 5 al. 3 et art. 8 LTPM et rapport explicatif p. 66ss

⁶ Message concernant la modification de la loi sur le blanchiment d'argent du 26 juin 2019, FF 2019 5451ss., 5487.

⁷ Public Consultation, FATF Guidance on Beneficial Ownership (Recommendation 24), disponible sur : <https://www.fatf-gafi.org/en/publications/Fatfrecommendations/R24-public-consultation-oct-2022.html>

5. Les fondations classiques de notre pays sont soumises à la surveillance publique et ont une obligation de révision (sauf si elles en sont exemptées), leurs conseils de fondation sont des organes « de service » qui doivent mettre en œuvre le but de la fondation de manière loyale et ils sont responsables de leurs actes. Si les fondations classiques demandent l'exonération fiscale elles doivent remplir des conditions strictes. En cas de liquidation, il est exclu que leur patrimoine revienne au fondateur ou à ses ayants droit.
6. Le formulaire S ne peut être applicable aux fondations d'utilité publique car ce serait « détourner artificiellement » le but pour lequel il a été créé. En effet, le fondateur, les bénéficiaires et les membres de l'organe suprême ne sont pas des ayants droit économiques d'une fondation classique suisse et n'ont donc pas à figurer sur ce document.

Ainsi, un registre pour la transparence couvrant également les fondations suisses classiques n'apporte aucune valeur ajoutée et n'est pas nécessaire.

Les arguments susmentionnés restent valables à l'encontre de l'avant-projet de loi LTPM. SwissFoundations tient cependant à les compléter comme indiqué ci-après, suite à la mise en consultation du Conseil fédéral.

Les éléments complémentaires justifiant une exclusion des fondations classiques suisses du champ d'application de la LTPM

1. Le président d'une fondation classique suisse n'est pas un ayant droit économique

Notre association se félicite que le projet de loi reconnaisse que certaines entités, dont les fondations, puissent ne pas avoir de personne physique qui la contrôle comme c'est le cas pour une société avec ses actionnaires, une association avec ses membres ou certains types de trusts et qu'il soit prévu des règles spéciales pour ces catégories de personnes morales (art. 5 LTPM et pages 59ss du rapport explicatif).

En revanche, il est très étonnant, d'un point de vue juridique et pour les raisons évoquées ci-dessus, que « le membre le plus haut placé de son organe de direction », soit en général son président, soit considéré comme l'ayant droit économique d'une fondation classique suisse.

Ceci ne correspond pas à la réalité juridique puisqu'une fondation classique suisse n'a pas d'ayant droit économique du tout. Le président du conseil de fondation n'est pas un ayant droit économique.

Ce mode de faire pourrait être dommageable au secteur car pour de grandes fondations, l'intérêt pour un président de se déclarer ayant droit économique d'un important patrimoine financier vis-à-vis de l'étranger ne serait pas très grand.

La qualification de « président » représente une fonction, attribuée lors de la création de la fondation ou plus tard à l'un des membres du conseil de fondation, au même titre que celle de « trésorier » ou de « secrétaire ». Elle n'est pas obligatoire et n'a pas d'influence sur les droits et obligations d'un membre d'un conseil de fondation qui restent définis par la loi (art. 80ss Code civil suisse). Il se peut par ailleurs qu'aucun président n'ait été nommé.

En tant que membre d'un organe, le président d'une fondation agit de manière collégiale et à titre fiduciaire, avec les autres membres. Sa responsabilité vis-à-vis de la fondation à l'interne et vis-à-vis des tiers à l'externe est la même que celle des autres membres. On voit donc mal pour quelle raison une sorte « d'inégalité » envers les autres membres du conseil de fondation devrait être créée avec l'inscription, pour lui seul, dans un nouveau registre, de ses nom, prénom, date de naissance, nationalité, adresse et pays de résidence.

S'il fallait inscrire quelqu'un pour une fondation suisse classique, seule la fondation elle-même, en tant que personne morale, avec son nom et son adresse, devrait figurer dans ledit registre des ayants droit économiques.

2. Le président d'une fondation classique suisse est déjà inscrit au registre du commerce

Tous les membres du conseil d'une fondation suisse doivent être inscrits dans le registre du commerce du canton de domicile de la fondation selon la loi (art. 81 du Code civil et art 94 de l'Ordonnance sur le registre du commerce), dont le président. Une publicité et une transparence sont donc déjà assurés à ce titre. Par conséquent, l'inscription du président dans un nouveau registre, avec exactement les mêmes informations que celles qui figurent déjà au registre du commerce, ne fait pas sens et n'augmente en rien la transparence.

Les autorités suisses qui auront accès au registre des ayants droit économiques (art. 28 LTPM) ont déjà un accès plein et entier aux registres de commerce dans lesquels figurent les fondations.

Une simple reprise des informations figurant actuellement au registre du commerce suffirait, sauf cas particulier exceptionnel.

3. Les fondations classiques suisses ne rentrent pas dans la définition du deuxième cas de figure des fondations prévu par la LTPM

Le Conseil fédéral indique dans son rapport explicatif (p. 59 et 65) que « les fondations et associations ne disposent pas toujours d'un ayant droit économique au sens de la définition posée par l'art. 4 al. 1 » et que les règles en matière de transparence doivent être adaptées « pour tenir compte des spécificités de leurs activités et allégées dans la mesure appropriée ». « Contrairement aux sociétés commerciales ou aux associations, les fondations suisses n'ont pas de propriétaires, ni de membres et sont soumises à la surveillance de l'Etat (à l'exception des fondations de familles et des fondations ecclésiastiques) ».

A notre avis, ceci vise spécifiquement le cas des fondations classiques suisses d'utilité publique qui ne peuvent pas être assimilées à des trusts ou à des fondations utilisées à des fins de planification patrimoniale et successorale telles qu'elles existent dans d'autres juridictions (Panama, Liechtenstein, etc.).

Ainsi, une distinction encore plus claire devrait être faite dans la loi entre ces deux types de fondations et un nouvel article introduit excluant expressément l'inscription au registre des ayants droit économiques des fondations à but caritatif. Ceci concernerait les quelques 13'635 fondations classiques suisses d'utilité publique.

4. Un Fondateur qui garderait la possibilité de nommer des membres du conseil de fondation n'est pas un ayant droit économique

Il se peut que le fondateur d'une fondation d'utilité publique se réserve le droit, dans les statuts, de nommer des membres du conseil de fondation ou une majorité d'entre eux ou qu'il soit lui-même membre à vie de ce conseil.

Ceci n'implique toutefois pas qu'il exerce un contrôle sur la fondation puisque tous les membres du conseil collégalement, doivent réaliser les buts de la fondation tels qu'ils sont prévus statutairement. Les avoirs de la fondation étant totalement affectés à ce but selon la loi, un tel fondateur ne peut pas être considéré comme l'ayant droit économique de ces valeurs.

5. L'analyse de la situation de chacune des près de 18'000 fondations en Suisse serait trop lourde administrativement et financièrement

A ce jour les fondations classiques suisses n'ont pas d'obligations d'identification d'ayants droit économiques en vertu de la LBA, puisqu'elles ne sont pas considérées comme des intermédiaires financiers.

Imposer une nouvelle obligation d'analyse de la situation à chaque fondation suisse représente une charge administrative et financière bien trop conséquente au regard des risques en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de criminalité économique qu'elles représentent.

En effet, la plupart des fondations ne disposent pas de personnel rémunéré au niveau opérationnel et s'agissant d'un domaine technique juridiquement, le recours à des conseillers et experts par les membres du conseil de fondation pour analyser la situation, sera vraisemblablement nécessaire, occasionnant des coûts disproportionnés pour une grande majorité de fondations.

6. L'introduction d'une nouvelle définition de l'ayant droit économique, distincte de celle prévue par la LBA va créer confusion et insécurité juridique

Le rapport explicatif (p. 66) précise « qu'il faut différencier les personnes identifiées en vertu de l'art. 5 (LTPM) et celles sur lesquelles les intermédiaires financiers collectent des informations en application des formulaires K (fondations ayant une activité opérationnelle) ou S (autres fondations) en vigueur. Ces formulaires peuvent prévoir des règles d'identification plus étendues en application de l'art. 4 LBA que la seule identification des personnes correspondant à la notion d'ayant droit économique au sens de l'art. 5, al. 2 de la présente loi ».

Ainsi, la définition de la notion d'ayant droit économique selon la LBA ne sera pas la même que celle de la LTPM. En particulier pour les fondations, les informations à indiquer dans le Formulaire S ou K vis-à-vis des banques et intermédiaires financiers ne seront pas les mêmes que celles à indiquer dans le registre des ayants droit économiques. Au lieu de simplifier la tâche des autorités du registre des ayants droit économiques, ceci va la compliquer. Cela va engendrer des doutes et des interrogations sur la manière d'appliquer la LTPM, des incohérences dans sa mise en œuvre et générer des coûts supplémentaires aussi bien pour les fondations que pour les autorités.

La détermination d'un ayant droit économique selon la LBA occupe à ce jour de nombreuses équipes de « compliance » au sein des banques et des intermédiaires financiers, démontrant si besoin est la complexité de cette tâche selon les cas de figure.

Créer une nouvelle catégorie d'ayant droit économique et faire supporter la responsabilité de la définir dans un cas pratique à des membres de conseils de fondation ne disposant pas forcément des compétences nécessaires à cet effet, nous semble créer une confusion et une insécurité juridique qui serait néfaste à tout le secteur philanthropique.

7. Les fondations classiques devraient être exclues du champ d'application de la LTPM, comme les institutions de prévoyance professionnelle

Les institutions de prévoyance professionnelle ne sont pas soumises à la LTPM selon son art. 3. Dans la mesure où elles sont, comme les fondations dites classiques, soumises à une autorité de surveillance (art. 61ss Loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle, vieillesse, survivants et invalidité – LPP), SwissFoundations est d'avis que les fondations classiques devraient, elles aussi, être totalement exemptées de l'obligation de figurer au registre des ayants droit économiques, au même titre que le sont les fondations de prévoyance professionnelle.

8. Une fondation d'utilité publique suisse n'a pas d'ayant droit économique

SwissFoundations demande que le projet de loi prévoie expressément que pour les fondations classiques suisses aucun ayant droit économique n'ait à être indiqué, puisqu'il n'y en a pas.

9. La transparence prévue par le droit suisse pour des fondations d'utilité publique est suffisante

Par leur inscription obligatoire au registre du commerce, le contrôle annuel exigé par l'autorité de surveillance de leurs activités et la vérification du caractère d'utilité publique par l'administration fiscale lors d'une demande d'exemption d'impôts, les fondations d'utilité publiques suisses remplissent déjà des normes strictes de transparence. La création d'un nouveau registre des ayants droit économiques n'apporterait pas de nouvelles informations qui ne seraient pas déjà accessibles grâce à ces exigences légales.

10. L'inscription du président du Conseil d'une fondation d'utilité publique suisse pourrait avoir des effets néfastes pour lui

Un président de Conseil de fondation apparaissant dans un registre des ayants droit économiques pourrait créer l'impression que celui-ci serait propriétaire des avoirs de la fondation, ce qui n'est absolument pas le cas. Ceci doit être évité à tout prix afin qu'un tel président ne subisse pas, à titre personnel et sur un plan fiscal notamment, les conséquences négatives d'une telle interprétation.

Prise de position de SwissFoundations

Prise de position principale

1. Comme les institutions de prévoyance professionnelle, les fondations classiques suisses doivent aussi être exclues du champ d'application de cette loi et être également mentionnées comme exception à l'art. 3 LTPM, et ceci pour les raisons suivantes :
 - Les fondations classiques suisses sont leur propre ayant droit économique. En particulier le président du conseil de fondation, comme tous les autres membres de ce conseil, n'est pas un ayant droit économique.
 - Les fondations classiques suisses représentent un profil de risque très bas.
 - Elles remplissent déjà les standards de transparence internationaux du GAFI.
 - Toutes les informations utiles sur les fondations classiques figurent déjà au registre du commerce.
 - Avec le contrôle obligatoire par les autorités de surveillance des fondations de la Confédération ou des cantons et la vérification du caractère d'utilité publique par les autorités fiscales, il existe déjà des dispositions légales qui permettent d'atteindre la transparence voulue par la LTPM.
 - Les fondations classiques suisses ne sont contrôlées par aucune personne individuelle.

Prise de position alternative

1. A titre subsidiaire et si une entrée dans le registre des ayants droit économiques ne peut être évitée au regard des exigences du droit international, il faut absolument tenir compte du fait qu'une fondation d'utilité publique n'a pas d'ayant droit économique et l'indiquer clairement. Elle est son propre ayant droit économique.
2. En particulier, le président du conseil de fondation n'est pas non plus un ayant droit économique et il ne peut pas être considéré automatiquement comme un « ayant droit économique ». En aucun cas il ne peut figurer comme tel dans le registre et le cas échéant être assimilé à l'une des personnes qui pourrait exercer un contrôle sur la fondation. Ceci est faux et trompeur. Une entrée dans le registre devrait expressément reconnaître que le président n'y figure qu'à titre d'organe de la fondation d'utilité publique et non comme ayant droit économique de celle-ci.

Le contrôle d'une fondation classique par une personne est de plus très rare.

3. Du point de vue de SwissFoundations, l'art. 5 al. 3 LTPM doit absolument être clarifié :

« Les fondations n'ont en principe aucun ayant droit économique. Cas échéant, peuvent être considérées comme ayants droit économiques, les personnes physiques ou, s'il s'agit de personnes morales, les personnes physiques suivantes qui contrôlent en dernier lieu la fondation :

 - a. La fondatrice ou le fondateur si elle ou il exerce en fait ou en droit, une influence décisive sur les décisions de la fondation, en particulier les distributions ;

- b. Les bénéficiaires ou le bénéficiaire s'ils ou s'il sont/est désigné-s nommément ou de manière déterminable par l'acte de fondation et ont/a le droit d'obtenir des distributions de la fondation ;
- c. Toute autre personne qui contrôle par d'autres moyens les décisions de la fondation, en particulier tout tiers qui est au bénéfice d'un pouvoir de désignation ou de nomination d'une majorité des représentants de la fondation ou a le droit de modifier l'attribution des distributions ou la désignation des bénéficiaires. »

Si aucune personne ne remplit ces critères et qu'il n'y a donc pas d'ayant droit économique, le président pourrait être indiqué dans le registre, mais uniquement en tant qu'organe de la fondation (et non en tant qu'ayant droit économique). Ceci devrait ressortir clairement du registre.

- 4. Afin d'éviter un risque de confusion et une insécurité juridique préjudiciables au secteur philanthropique dans la définition d'un « ayant droit économique » selon la LBA et selon la LTPM, il convient absolument d'harmoniser ces définitions dans ces deux textes législatifs.

Le Legal Council de SwissFoundations, composé de six experts renommés en droit des fondations et en droit fiscal (Harold Grüninger, Dominique Jakob, Benoît Merkt, Andrea Opel, Thomas Sprecher et Parisima Vez), a été consulté pour apporter sa contribution à la présente prise de position.

Nous vous remercions de la prise en compte de notre position et nous espérons que nos préoccupations seront entendues. SwissFoundations se tient à votre disposition pour de plus amples discussions et pour approfondir des questions spécifiques.

Avec nos meilleures salutations,



Sabrina Grassi
Présidente du Comité directeur



Patricia Legler
Droit & Politique

TRADUCTION LIBRE EN ALLEMAND (DDEPL)

Stellungnahme von SwissFoundations, dem Verband der Schweizer Förderstiftungen, zum Vorentwurf des Bundesgesetzes über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen (Gesetz über die Transparenz juristischer Personen; TJPG)

SwissFoundations, der 2001 gegründete Verband der Schweizer Förderstiftungen, zählt heute 220 Mitglieder, die mehr als ein Drittel aller jährlichen Vergabungen von Stiftungen in der Schweiz repräsentieren. Unsere Mitglieder investieren jedes Jahr über CHF 1 Milliarde in gemeinnützige Projekte und Initiativen in der Schweiz und im Ausland.

Im Anschluss an die Informationsveranstaltung zum Entwurf des Erlasses "Wirtschaftlich Berechtigte von juristischen Personen" vom 1. Februar 2023 mit Ihren Dienststellen und der Möglichkeit, Ihnen unsere Stellungnahme vom 28. Februar 2023 zu unterbreiten, haben wir den Vorteil, Ihnen hiermit eine zweite Stellungnahme zu diesem Thema zukommen zu lassen.

Der Bundesrat hat nämlich am 30. August 2023, bis zum 29. November 2023, einen Vorentwurf für ein Bundesgesetz zur Stärkung der Geldwäscherei-Bekämpfung, insbesondere durch die Einführung eines eidgenössischen Registers der wirtschaftlich Berechtigten (TJPG), in die Vernehmlassung geschickt, und unsere Vereinigung möchte mit dieser zweiten Stellungnahme ihren Standpunkt zu diesem Vorentwurf darlegen.

Chronologie

- Der Bundesrat hat an seiner Sitzung vom 12. Oktober 2022 das Eidgenössische Finanzdepartement (EFD) beauftragt, bis zum zweiten Quartal 2023 einen Gesetzesentwurf auszuarbeiten, der die Transparenz erhöht und die Identifizierung der wirtschaftlich Berechtigten an juristischen Personen erleichtert.

- Am 1. Februar 2023 lud das Staatssekretariat für internationale Finanzfragen (SIF) Verbände und Organisationen zu einer Informationsveranstaltung über die Skizze des Erlasses "Wirtschaftlich Berechtigte an juristischen Personen" ein.

- Das SIF überreichte den Gästen der Informationsveranstaltung ein Dokument mit dem Titel "Zentrales Register der wirtschaftlich Berechtigten und weitere Transparenzmassnahmen", in dem es die geplante Umsetzung des Gesetzesentwurfs zur Erhöhung der Transparenz und zur Erleichterung der Identifizierung der wirtschaftlich Berechtigten an juristischen Personen erläuterte.

- Am 28. Februar 2023 reichte SwissFoundations beim SIF des EFD eine Stellungnahme zum Dokument "Zentrales Register der wirtschaftlich Berechtigten und weitere Massnahmen zur Transparenz" ein.

- Am 30. August 2023 hat der Bundesrat den Vorentwurf für ein Bundesgesetz zur Verbesserung der Bekämpfung der Geldwäscherei, namentlich durch Schaffung eines eidgenössischen Registers der wirtschaftlich Berechtigten (TJPG) und den dazugehörigen Bericht in die Vernehmlassung geschickt, die bis zum 29. November 2023 dauert.

Was sieht der Vorentwurf des Bundesgesetzes über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen (TJPG) für klassische Schweizer Stiftungen vor?

Der Vorentwurf des Gesetzes (zusammen mit dem erläuternden Bericht) sieht für Vereine und Stiftungen besondere Regeln für ihre Eintragung in das Register sowie ein vereinfachtes Meldeverfahren vor (Art. 5, 8 und 21 TJPG). In Bezug auf Stiftungen werden zwei unterschiedliche Fälle in Betracht gezogen:

1. Die Stiftung wird nicht tatsächlich von einer Einzelperson kontrolliert;
2. Die Stiftung hat Personen, die eine effektive Kontrolle über die Entscheidungen der Stiftung ausüben.

Im ersten Fall gilt als wirtschaftlich Berechtigter "das höchste Mitglied des Leitungsorgans der Stiftung, d. h. in der Regel der Vorsitzende des Stiftungsrats, sofern dieser in der Stiftungsurkunde vorgesehen ist. Die meisten Stiftungen werden sich daher darauf beschränken müssen, den Vorsitzenden ihres obersten Organs zu identifizieren, ohne weitere Überprüfungs- oder Dokumentationsmaßnahmen ergreifen zu müssen, und können dem Handelsregister lediglich bestätigen, dass die Identität dieser Person dem Register der wirtschaftlich Berechtigten zur Eintragung übermittelt werden kann.

Es wird nicht notwendig sein, "die Identität dieser Person zu überprüfen oder zu protokollieren, es reicht aus, sie identifiziert zu haben, da der Präsident in der Regel bereits bei seiner Wahl oder Ernennung identifiziert wird, bevor er ins Handelsregister eingetragen wird".

Das Verfahren wird insofern als vereinfacht bezeichnet, als die Stiftung lediglich "diese Tatsache dem kantonalen Handelsregisteramt bei der Eintragung ins Handelsregister bestätigen" muss, dass diese Informationen an das Register (der wirtschaftlich Berechtigten) zur Eintragung weiterleitet (Art. 21 TJPG).

Im zweiten Fall könnte ein Stifter zur Identifizierung verpflichtet sein, wenn er "einen entscheidenden Einfluss auf die Ausschüttungsentscheidungen der Stiftung ausübt", die Begünstigten, "wenn sie in der Stiftungsurkunde persönlich oder auf eine Weise bezeichnet werden, die eine bestimmbare (und nicht kategorisierte) Identifizierung ermöglicht und ihnen einen Anspruch auf Ausschüttungen verleiht", oder jede andere Person, "die eine effektive Kontrolle über die Ausschüttungen der Stiftung ausübt". In diesem Fall muss die Stiftung die Identität dieser Personen überprüfen und dokumentieren. Sie muss diese Personen auch direkt an das Register der wirtschaftlich Berechtigten melden.

In beiden Fällen muss die Meldung innerhalb eines Monats nach Eintragung des Rechtsträgers im Handelsregister erfolgen (Art. 18 Abs. 4 TJPG).

Darüber hinaus wird darauf hingewiesen, dass die nach dem TJPG identifizierten Personen nicht unbedingt denjenigen ähneln, die auf den Formularen K (Stiftungen mit operativer Tätigkeit) oder S (andere Stiftungen) nach dem Bundesgesetz über die Bekämpfung der Geldwäscherei (GwG) angegeben sind.

Die Argumente von SwissFoundations in ihrer ersten Stellungnahme vom 28. Februar 2023

In seiner Stellungnahme vom 28. Februar 2023 hat SwissFoundations folgende Argumente für einen Ausschluss der klassischen Stiftungen aus dem Geltungsbereich des Gesetzes vorgebracht:

1. Klassische Stiftungen erfüllen bereits die Transparenzanforderungen der FATF, wie vom Bundesrat in seiner Botschaft zur Änderung des Geldwäschereigesetzes festgehalten wurde, der seither bei seiner Revision keine neuen Bestimmungen eingeführt hat.
2. Klassische Stiftungen nach Schweizer Recht haben ihre eigenen Besonderheiten, die ihre Eintragung in ein Register der wirtschaftlich Berechtigten nicht rechtfertigen. Insbesondere haben sie keine Pro-Eigentümer oder Mitglieder wie ein Verein und gehören sich selbst. Sie verfolgen gemeinnützige Zwecke zugunsten von Begünstigten und handeln somit im Interesse der Allgemeinheit. Ihr Vermögen gehört ausschließlich und unwiderruflich ihnen selbst und ist weder Eigentum des Stifters, noch der Mitglieder des Stiftungsrates oder der Begünstigten. Der Stifter kann die Stiftung weder widerrufen noch auf andere Weise einen Rückfluss der Mittel zu seinen Gunsten erwirken.
3. Klassische Schweizer Stiftungen müssen bereits gesetzlich im Handelsregister eingetragen sein.
4. Klassische Schweizer Stiftungen sind nicht mit Trusts vergleichbar. Die Stifter, Begünstigten und Mitglieder des obersten Stiftungsorgans sind keine wirtschaftlich Berechtigten und müssen daher nicht im Register eingetragen werden. Dies wurde in der FATF-Empfehlung 24 im Jahr 2022 angemerkt.
5. Klassische Stiftungen in unserem Land unterliegen der öffentlichen Aufsicht und haben eine Revisionspflicht (sofern sie nicht davon befreit sind), ihre Stiftungsräte sind "dienstleistende" Organe, die den Stiftungszweck loyal umsetzen müssen, und sie sind für ihre Handlungen verantwortlich. Wenn klassische Stiftungen eine Steuerbefreiung beantragen, müssen sie strenge Bedingungen erfüllen. Im Falle einer Liquidation ist es ausgeschlossen, dass ihr Vermögen an den Stifter oder seine Rechtsnachfolger zurückfällt.
6. Das Formular S kann nicht auf gemeinnützige Stiftungen angewendet werden, da dies eine "künstliche Umgehung" des Zwecks wäre, für den es geschaffen wurde. Tatsächlich sind der Stifter, die Begünstigten und die Mitglieder des obersten Organs keine wirtschaftlich Berechtigten einer klassischen Schweizer Stiftung und müssen daher nicht auf diesem Dokument aufgeführt werden.

Ein Transparenzregister, das auch klassische Schweizer Stiftungen abdeckt, bringt somit keinen Mehrwert und ist nicht notwendig.

Die oben genannten Argumente bleiben auch gegen den Vorentwurf des TJPG gültig. SwissFoundations möchte sie jedoch im Anschluss an die Vernehmlassung des Bundesrates wie folgt ergänzen.

Zusätzliche Elemente, die einen Ausschluss der klassischen Schweizer Stiftungen vom Geltungsbereich des TJPG rechtfertigen

1. Der Präsident einer klassischen Schweizer Stiftung ist kein wirtschaftlich Berechtigter

Unser Verband begrüsst es, dass der Gesetzesentwurf anerkennt, dass gewisse Körperschaften, darunter auch Stiftungen, möglicherweise keine natürliche Person haben, die sie kontrolliert, wie dies bei einer Gesellschaft mit ihren Aktionären, einem Verein mit seinen Mitgliedern oder gewissen Arten von Trusts der Fall ist, und dass für diese Kategorien von juristischen Personen Sonderregeln vorgesehen sind (Art. 5 TJPG und Seiten 59ff. des erläuternden Berichts).

Hingegen ist es aus rechtlicher Sicht und aus den oben genannten Gründen sehr erstaunlich, dass "das höchste Mitglied ihres Leitungsorgans", d.h. in der Regel ihr Präsident, als wirtschaftlich Berechtigter einer klassischen Schweizer Stiftung angesehen wird.

Dies entspricht nicht der rechtlichen Realität, da eine klassische Schweizer Stiftung überhaupt keinen wirtschaftlich Berechtigten hat. Der Vorsitzende des Stiftungsrats ist kein wirtschaftlich Berechtigter.

Diese Vorgehensweise könnte dem Sektor schaden, da für große Stiftungen der Anreiz für einen Vorsitzenden, sich als wirtschaftlich Berechtigter eines großen Finanzvermögens gegenüber dem Ausland zu erklären, nicht sehr groß wäre.

Die Bezeichnung "Präsident" ist eine Funktion, die bei der Gründung der Stiftung oder später einem Mitglied des Stiftungsrats verliehen wird, ebenso wie die Bezeichnung "Schatzmeister" oder "Sekretär". Sie ist nicht obligatorisch und hat keinen Einfluss auf die Rechte und Pflichten eines Stiftungsratsmitglieds, die weiterhin gesetzlich geregelt sind (Art. 80ff. ZGB). Es kann auch sein, dass kein Vorsitzender ernannt wurde.

Als Mitglied eines Organs handelt der Präsident einer Stiftung kollegial und treuhänderisch zusammen mit den anderen Mitgliedern. Seine Verantwortung gegenüber der Stiftung nach innen und gegenüber Dritten nach außen ist die gleiche wie die der anderen Mitglieder. Es ist daher schwer einzusehen, aus welchem Grund eine Art "Ungleichheit" gegenüber den anderen Mitgliedern des Stiftungsrats geschaffen werden sollte, indem nur für ihn in einem neuen Register sein Name, Vorname, Geburtsdatum, Staatsangehörigkeit, Adresse und Wohnsitzland eingetragen werden.

Bei einer klassischen Schweizer Stiftung müsste nur die Stiftung selbst als juristische Person mit Namen und Adresse in das Register der wirtschaftlich Berechtigten eingetragen werden.

2. Der Präsident einer klassischen Schweizer Stiftung ist bereits im Handelsregister eingetragen

Alle Vorstandsmitglieder einer Schweizer Stiftung müssen laut Gesetz (Art. 81 des Zivilgesetzbuches und Art. 94 der Handelsregisterverordnung) im Handelsregister des Kantons, in dem die Stiftung ihren Sitz hat, eingetragen sein, darunter auch der Präsident. Eine Offenlegung und Transparenz sind somit bereits heute in dieser Hinsicht gewährleistet. Daher ist die Eintragung des Präsidenten in ein neues Register mit genau denselben Informationen, die bereits im Handelsregister enthalten sind, nicht sinnvoll und erhöht die Transparenz nicht.

Die Schweizer Behörden, die Zugang zum Register der wirtschaftlich Berechtigten haben werden (Art. 28 TJPG), haben bereits vollen Zugang zu den Handelsregistern, in denen die Stiftungen eingetragen sind.

Eine einfache Übernahme der Informationen, die derzeit im Handelsregister enthalten sind, würde ausreichen, sofern keine außergewöhnlichen Sonderfälle vorliegen.

3. Die klassischen Schweizer Stiftungen fallen nicht unter die Definition des zweiten Fallbeispiels von Stiftungen im TJPG

Der Bundesrat führt in seinem erläuternden Bericht (S. 59 und 65) aus, dass "Stiftungen und Vereine nicht immer über einen wirtschaftlich Berechtigten im Sinne der Definition von Art. 4 Abs. 1 verfügen" und dass die Transparenzvorschriften "an die Besonderheiten ihrer Tätigkeiten angepasst und soweit angemessen gelockert werden" müssen. "Im Gegensatz zu Handelsgesellschaften oder Vereinen haben Schweizer Stiftungen weder Eigentümer noch Mitglieder und unterstehen der staatlichen Aufsicht (mit Ausnahme von Familienstiftungen und kirchlichen Stiftungen)".

Unserer Ansicht nach zielt dies speziell auf den Fall der klassischen gemeinnützigen Schweizer Stiftungen ab, die nicht mit Trusts oder mit Stiftungen, die zu Zwecken der Vermögens- und Nachlassplanung genutzt werden, wie sie in anderen Rechtsordnungen (Panama, Liechtenstein usw.) existieren, gleichgesetzt werden können.

Daher sollte im Gesetz eine noch klarere Unterscheidung zwischen diesen beiden Arten von Stiftungen getroffen und ein neuer Artikel eingeführt werden, der die Eintragung von gemeinnützigen Stiftungen in das Register der wirtschaftlich Berechtigten ausdrücklich ausschließt. Dies würde die rund 13'635 gemeinnützigen Schweizer Klassischen Stiftungen betreffen.

4. Ein Stifter, der die Möglichkeit behalten würde, Mitglieder des Stiftungsrats zu ernennen, ist kein wirtschaftlich Berechtigter

Es kann sein, dass der Stifter einer gemeinnützigen Stiftung sich in der Statuten das Recht vorbehält, Mitglieder des Stiftungsrats oder eine Mehrheit von ihnen zu ernennen, oder dass er selbst auf Lebenszeit Mitglied des Stiftungsrats ist.

Dies bedeutet jedoch nicht, dass er die Kontrolle über die Stiftung ausübt, da alle Mitglieder des Stiftungsrats gemeinsam der Zweck der Stiftung verwirklichen müssen. Da das Vermögen der Stiftung laut Gesetz vollständig für diesen Zweck bestimmt ist, kann ein solcher Stifter nicht als wirtschaftlicher Berechtigter dieser Werte angesehen werden.

5. Die Analyse der Situation jeder einzelnen der fast 18'000 Stiftungen in der Schweiz wäre administrativ und finanziell zu aufwändig

Bisher haben die klassischen Schweizer Stiftungen keine Verpflichtung zur Identifizierung von wirtschaftlich Berechtigten im Rahmen des GwG, da sie nicht als Finanzintermediäre betrachtet werden.

Eine neue Pflicht zur Situationsanalyse für jede Stiftung in der Schweiz stellt eine viel zu große administrative und finanzielle Belastung dar, wenn man die von ihnen ausgehenden Risiken für die Bekämpfung von Geldwäsche und Wirtschaftskriminalität bedenkt.

Die meisten Stiftungen verfügen nicht über bezahltes Personal auf operativer Ebene, und da es sich um einen rechtlich technischen Bereich handelt, ist es wahrscheinlich, dass die Mitglieder des Stiftungsrats Berater und Experten für die Situationsanalyse hinzuziehen müssen, was für eine grosse Mehrheit der Stiftungen unverhältnismässige Kosten verursacht.

6. Die Einführung einer neuen Definition des wirtschaftlich Berechtigten, die sich von der GwG vorgesehenen Definition unterscheidet, wird Verwirrung und Rechtsunsicherheit schaffen

Im erläuternden Bericht (S. 66) heisst es: "Es ist zu unterscheiden zwischen den Personen, die gemäss Art. 5 (TJPG) identifiziert werden, und den Personen, über die die Finanzintermediäre in Anwendung der geltenden Formulare K (Stiftungen mit operativer Tätigkeit) oder S (andere Stiftungen) Informationen sammeln. Diese Formulare können in Anwendung von Art. 4 GwG weitergehende Identifikationsregeln vorsehen als die alleinige Identifikation von Personen, die dem Begriff des wirtschaftlich Berechtigten im Sinne von Art. 5 Abs. 2 dieses Gesetzes entsprechen".

So wird die Definition des Begriffs "wirtschaftlich Berechtigter" im GwG nicht mit der Definition des Begriffs "wirtschaftlich Berechtigter" im TJPG übereinstimmen. Insbesondere für Stiftungen werden die Informationen, die in den Formularen S oder K gegenüber Banken und Finanzintermediären anzugeben sind, nicht mit den Informationen übereinstimmen, die im Register der wirtschaftlich Berechtigten anzugeben sind. Anstatt die Aufgabe der Behörden im Register der wirtschaftlich Berechtigten zu vereinfachen, wird sie dadurch erschwert. Dies wird zu Zweifeln und Fragen über die Anwendung des TJPG und zu Unstimmigkeiten bei der Umsetzung führen und sowohl für die Stiftungen als auch für die Behörden zusätzliche Kosten verursachen.

Die Bestimmung eines wirtschaftlich Berechtigten nach dem GwG beschäftigt bis heute zahlreiche "Compliance"-Teams in Banken und Finanzintermediären und zeigt, wenn nötig, die Komplexität dieser Aufgabe je nach Fall auf.

Eine neue Kategorie von wirtschaftlich Berechtigten zu schaffen und die Verantwortung für deren Bestimmung in einem praktischen Fall Stiftungsratsmitgliedern zu übertragen, die nicht unbedingt über die dafür notwendigen Kompetenzen verfügen, scheint uns Verwirrung und Rechtsunsicherheit zu schaffen, die für den gesamten philanthropischen Sektor schädlich wären.

7. Klassische Stiftungen sollten ebenso wie Einrichtungen der beruflichen Vorsorge vom Anwendungsbereich des TJPG ausgenommen werden

Einrichtungen der beruflichen Vorsorge unterliegen nicht dem TJPG gemäss dessen Art. 3. Da sie wie die sogenannten klassischen Stiftungen einer Aufsichtsbehörde unterstellt sind (Art. 61ff Bundesgesetz vom 25. Juni 1982 über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge - BVG), ist SwissFoundations der Ansicht, dass auch die klassischen Stiftungen von der Pflicht, im Register der wirtschaftlich Berechtigten aufgeführt zu werden, vollständig befreit werden sollten, wie dies auch für die Stiftungen der beruflichen Vorsorge gilt.

8. Eine gemeinnützige Schweizer Stiftung hat keinen wirtschaftlichen Berechtigten

SwissFoundations fordert, dass der Gesetzesentwurf ausdrücklich vorsieht, dass bei klassischen Schweizer Stiftungen keine wirtschaftlich Berechtigten angegeben werden müssen, da es keine solchen gibt.

9. Die im Schweizer Recht vorgesehene Transparenz für gemeinnützige Stiftungen ist ausreichend

Durch ihre obligatorische Eintragung im Handelsregister, die von der Aufsichtsbehörde verlangte jährliche Kontrolle ihrer Aktivitäten und die Überprüfung der Gemeinnützigkeit durch die Steuerbehörden bei einem Antrag auf Steuerbefreiung erfüllen gemeinnützige Stiftungen in der Schweiz bereits strenge Transparenzstandards. Die Schaffung eines neuen Registers der wirtschaftlich Berechtigten würde keine neuen Informationen liefern, die nicht bereits durch diese gesetzlichen Anforderungen zugänglich wären.

10. Die Eintragung des Vorsitzenden des Stiftungsrats einer gemeinnützigen Schweizer Stiftung könnte sich für ihn nachteilig auswirken

Ein Stiftungsratspräsident, der in einem Register der wirtschaftlich Berechtigten erscheint, könnte den Eindruck erwecken, dass er Eigentümer des Stiftungsvermögens wäre, was absolut nicht der Fall ist. Dies muss unter allen Umständen vermieden werden, damit ein solcher Präsident nicht persönlich und insbesondere in steuerlicher Hinsicht die negativen Folgen einer solchen Auslegung zu spüren bekommt.

Stellungnahme von SwissFoundations

Hauptstellungnahme

1. Wie Einrichtungen der beruflichen Vorsorge müssen auch klassische Schweizer Stiftungen vom Anwendungsbereich dieses Gesetzes ausgenommen sein und in Art. 3 TJPG ebenfalls als Ausnahme aufgeführt werden. Dies aus folgenden Gründen:
 - Klassische Schweizer Stiftungen sind ihre eigenen wirtschaftlichen Berechtigten. Insbesondere ist der Präsident ihres Stiftungsrats, wie alle anderen Mitglieder dieses Rats, nicht ihr wirtschaftlich Berechtigter.
 - Sie weisen ein sehr niedriges Risikoprofil auf.
 - Sie erfüllen bereits die internationalen Transparenzstandards der FATF.
 - Alle relevanten Informationen über klassische Stiftungen finden sich bereits im Handelsregister.
 - Mit der obligatorischen staatlichen Kontrolle durch die Stiftungsaussichtsbehörden des Bundes oder der Kantone sowie im Bereich der Gemeinnützigkeit durch die Steuerbehörden existieren bereits gesetzliche Regelungen, mit denen die Transparenz, die mit diesem Gesetz angestrebt wird, erreicht werden.
 - Sie werden von keiner Einzelperson kontrolliert.

Alternative Stellungnahme

1. Hilfsweise, wenn sich aufgrund von Anforderungen des internationalen Recht ein Eintrag im Register der wirtschaftlich Berechtigten nicht vermeiden lässt, ist unbedingt zu beachten und klarzustellen, dass eine gemeinnützige Stiftung keinen eigenen wirtschaftlich Berechtigten hat. Sie ist selbst ihr eigener wirtschaftlicher Berechtigter.
2. Insbesondere ist auch der Präsident des Stiftungsrats kein wirtschaftlich Berechtigter und kann daher nicht automatisch «als wirtschaftlich Berechtigter» gelten. Keinesfalls kann er automatisch als solcher im Register erscheinen und gegebenenfalls gleichgestellt sein mit der Aufzählung der Personen, die eine Stiftung gegebenenfalls kontrollieren. Dies ist verfehlt und irreführend. Ein Eintrag müsste ausdrücklich erkennen lassen, dass der Präsident lediglich ersatzweise als Organ der gemeinnützigen Stiftung und nicht als deren wirtschaftlich Berechtigter eingetragen ist.

Eine Kontrolle einer klassischen Stiftung durch eine Person ist zudem bei gemeinnützigen Stiftungen sehr selten.

3. Aus Sicht von SwissFoundations ist daher Art. 5 Abs. 3 TJPG in jedem Fall klarzustellen:

«Stiftungen haben grundsätzlich keine wirtschaftlich Berechtigten. Gegebenenfalls gelten als wirtschaftlich berechtigte Personen die folgenden natürlichen Personen oder, im Falle juristischer Personen, die folgenden natürlichen Personen, die letztendlich die Stiftung kontrollieren.

- a. die Stifterin oder der Stifter, wenn sie oder er tatsächlich oder rechtlich einen entscheidenden Einfluss auf die Entscheidungen der Stiftung, insbesondere auf die Ausschüttungen, ausübt;
- b. die Begünstigte oder der Begünstigte, wenn sie oder er in der Stiftungsurkunde namentlich oder in einer bestimmaren Weise bezeichnet wird und Anspruch auf Ausschüttungen der Stiftung hat;
- c. jede andere Person, die die Entscheidungen der Stiftung auf andere Weise kontrolliert, insbesondere jede Drittperson, die über eine Absetzungs- oder Ernennungsbefugnis einer Mehrheit der Vertreter der Stiftung verfügt, oder das Recht hat, die Zuteilung der Ausschüttungen oder die Bezeichnung der Begünstigten zu ändern.»

Wenn keine Person diese Kriterien erfüllt, wird mangels und anstelle eines wirtschaftlichen Berechtigten ersatzweise der Präsident nur als Organ der Stiftung eingetragen (und nicht als «wirtschaftlichen Berechtigten»). Dies müsste aus dem Register klar ersichtlich sein.

4. Um eine für den philanthropischen Sektor schädliche Verwechslungsgefahr und Rechtsunsicherheit bei der Definition eines "wirtschaftlich Berechtigten" nach dem GwG und dem FMStG zu vermeiden, ist es unbedingt erforderlich, diese Definitionen in diesen beiden Gesetzestexten zu harmonisieren.

Der Legal Council von SwissFoundations, bestehend aus sechs renommierten Experten im Stiftungs- und Steuerrecht (Harold Grüninger, Dominique Jakob, Benoît Merkt, Andrea Opel, Thomas Sprecher und Parisima Vez), wurde konsultiert, um einen Beitrag zu dieser Stellungnahme zu leisten.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Position und hoffen, dass unsere Anliegen Gehör finden. SwissFoundations steht Ihnen für weitere Diskussionen und zur Vertiefung spezifischer Fragen gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen

Sabrina Grassi
Präsidentin des Vorstandes

Patricia Legler
Legal & Politik